

LES MEMBRES DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



01 45 49 52 21 / contre.la.traite@secours-catholique.org / www.contrelatraite.org

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 22 NOVEMBRE 2013 DU COLLECTIF « ENSEMBLE CONTRE LA TRAITE DES ETRES HUMAINS »



Paris, le 26 novembre 2013,

Sommaire :

- I- **Actualités** présentées par les associations du Collectif
- II- **Eléments d'informations** concernant diverses réunions, invitations et conférences présentées par les membres du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »
- III- **Préparation de la prochaine journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains**
- IV- **Retour sur la rencontre au cabinet de la Ministre des Droits des femmes du 18 octobre 2013 et prochaines étapes du processus d'élaboration et de lancement du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains**

Annexes :

1. **Lettre du Collectif adressée le 22 novembre 2013 à Madame Najat Vallaud-Belkacem**, Ministre des Droits des Femmes, concernant les prochaines étapes du processus d'élaboration du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains.
2. **Compte-rendu de la réunion du 18 octobre 2013** de préparation du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains au cabinet de la Ministre des Droits des femmes remis à la Ministre, aux membres de son cabinet et aux responsables de la MIPROF le 24 novembre 2013 (adopté par le Collectif le 22 novembre).
3. **Comptes-rendus des ateliers** du 14 et 15 novembre 2013 portant sur le thème de la traite des êtres humains, dans le cadre de l'évènement « Dialogue citoyen » de Marseille (à valider par les associations participantes).

Prochaines réunions :

- **Prochaine réunion du Collectif le vendredi 31 janvier 2014 de 10h à 12h30** au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75007 Paris, **en salle Sidoine** (accès à droite dans la cour).
- **Le directeur de cabinet de la Ministre des Droits des femmes** a informé le Collectif par e-mail, suite à l'envoi de la lettre et du compte-rendu de la réunion du 18 octobre adressés à Madame Najat Vallaud-Belkacem le 22 novembre 2013, qu'il **sera en mesure en début de semaine prochaine de donner le calendrier précis pour un nouvel échange avec la Ministre et concernant la présentation du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains.**

I- Actualités présentées par les associations du Collectif

- La deuxième rencontre des organisations membres de la Plateforme de la société civile de la société civile de lutte contre la traite des humains à Bruxelles aura lieu dans quelques semaines. Hors la Rue va faire partie de la Plateforme de la société civile de lutte contre la traite des êtres humains et participera à la rencontre à Bruxelles. L'association a répondu à l'appel de la Commission européenne, en tant qu'association intervenant auprès des mineurs. Le Secours Catholique – Caritas France, ECPAT, le Mouvement du Nid et la Fondation Scelles seront également présentes comme elles l'étaient à la réunion précédente.
- Initiative « Walk Free » est une initiative d'origine australienne et américaine, qui a publié un rapport international sur la traite des êtres humains et qui classe les pays selon leurs actions en faveur de la lutte contre la traite. Selon certaines associations, les critères sont parfois discutables.

II- Eléments d'informations concernant diverses réunions, invitations et conférences présentées par les membres du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »

Le Comité Contre l'Esclavage Moderne

Les représentants de l'association étaient absents à la réunion du 22 novembre en raison du fait qu'ils devaient être prêts à réagir à l'actualité outre-manche relative aux trois femmes qui semblent avoir été séquestrées plus de trente ans par un couple habitant à Londres et soumises au travail forcé. Les associations vont être attentives aux suites données à cette affaire.

Le Mouvement du Nid :

L'association précise que les associations du Collectif plus spécialement engagées auprès des personnes prostituées victimes de traite sont actuellement très absorbées par le débat sur la proposition de loi sur la prostitution qui sera examinée le 27 novembre et votée le 29 à l'Assemblée nationale. Les textes européens encouragent pour leur part les Etats à lutter d'une façon ou d'une autre contre la demande. Le Mouvement du Nid a indiqué au cours de la discussion qu'en matière de prostitution, la France a ratifié la Convention des Nations Unies du 2 décembre 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Ce texte condamne ainsi le proxénétisme au nom des droits humains et fait de la prostitution une atteinte à la dignité humaine. La question du consentement n'est donc pas pertinente selon cette association. Par conséquent, il n'est pas logique de parler de prostitution « forcée ».

Un atelier sur le thème « la prostitution n'est pas un travail » a été organisé par le Mouvement du Nid à l'occasion des Semaines Sociales de France. La session de cette année sur le thème de la « réinvention du travail » a eu lieu les 22, 23 et 24 novembre à Lyon-Villeurbanne, Paris et Strasbourg. L'association a abordé la problématique de la nouvelle proposition de loi sur la prostitution durant cet atelier.

Rencontre à Budapest des délégations européennes de l'Armée du Salut :

La rencontre a eu lieu les 11 et 12 octobre et a réuni 55 délégués. Elle était centrée sur le thème de la lutte contre la traite des êtres humains. Chaque délégué a pu expliquer comment la lutte contre ce phénomène était menée localement dans son pays, comment il était possible de gérer les ressources, de se coordonner etc. Il a été question durant ces journées de plusieurs projets bilatéraux menés par les participants, notamment la Hollande et la Hongrie ou entre la Grande-Bretagne et le Nigéria par exemple, dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains. L'Armée du Salut avait déjà eu une expérience au Malawi, où une maison d'accueil sécurisante avait été construite, mais l'expérience n'avait pas été concluante. Elle a néanmoins permis de ne pas commettre les mêmes erreurs dans le cadre du projet au Nigéria. Ce projet comporte un volet « protection », « prévention » et « réintégration. Il a pour objectif de venir en aide aux victimes de toutes les formes de traite. En Angleterre, il y a un grand nombre de victimes de travail forcé, autant chez les hommes que chez les femmes.

Hors la Rue :

Najat Vallaud-Belkacem a réalisé une visite à l'association Hors la Rue le 20 novembre 2013 dans le cadre de la journée des droits de l'enfant. Un article portant sur cette visite est paru dans le Parisien le 21 novembre. Par ailleurs, Guillaume Lardanchet et Olivier Peyroux ont rencontré la Ministre des Droits des femmes il y a deux semaines afin de lui parler de la

problématique des mineurs dans la lutte contre la traite des êtres humains. Les représentants de Hors la Rue seront également présents à la prochaine réunion du groupe de travail sur les mineurs organisée par la MIPROF, à laquelle sera également présent le Secours Catholique – Caritas France.

Hors la rue organise une Fête de Noël le 18 décembre à 17h30 à laquelle les membres du Collectif sont invités.

Hors la Rue lance un projet européen nommé « Resiland qui correspond à la capacité de résilience des mineurs victimes de la lutte contre la traite des êtres humains. Ce projet débutera ce mois-ci.

Obtention du Prix de la Fondation Raja par Planète Enfant :

Planète Enfants a eu un prix pour la réalisation depuis plusieurs années d'un projet au Népal qui comporte plusieurs volets: prévention contre la traite des êtres humains, notamment sous la forme de l'exploitation domestique, programme d'alphabétisation, formation à l'épargne, activités génératrice de revenus, formation des femmes etc. Ce prix va leur permettre de généraliser l'aide au niveau du district puis national.

Présentation du Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine (CPDH) par son nouveau Secrétaire Général:

Franck Vermesse prend la relève de son prédécesseur et précise que le CPDH intervient davantage sous la forme d'un réseau d'associations. Il ne s'agit pas d'un organisme de terrain à proprement parler mais d'un portail d'actions locales. Son propre domaine d'intervention reste la veille médiatique et le relais d'informations spécialisées.

Lancement de l'édition 2013-2014 des Prix Fondation Scelles le 21 novembre :

Cette édition s'est déroulée dans le cadre des manifestations contre les violences faites aux femmes organisées par le Barreau de Paris, partenaire de la Fondation Scelles et avec le soutien de la Mairie de Paris, avec le soutien également du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes et d'ECPAT France. Les objectifs de cette manifestation annuelle sont « d'alerter l'opinion publique sur les réalités méconnues d'un phénomène d'une ampleur alarmante qui gangrène nos sociétés modernes » et « faire participer de futurs professionnels talentueux des différentes disciplines concernées directement (champ judiciaire) ou indirectement (médias) par la question de l'exploitation sexuelle ». L'évènement du 21 novembre s'est déroulé autour de la thématique de l'exploitation sexuelle des jeunes et des enfants. Un concours de plaidoirie d'une très bonne qualité a eu lieu et sont aussi prévus des concours de posters (afin notamment de toucher les écoles de publicité), de petites vidéos, de slam, de sketch, de photos etc. Ce prix arrive à cibler des publics divers (les responsables de la MIPROF étaient d'ailleurs présents) mais il serait peut être possible d'augmenter le nombre de personnes visées. Il est possible de retrouver les vidéos des plaidoiries sur Internet en cliquant sur le lien suivant : <http://www.fondationscelles.org/les-prix-fondation/prix-meilleure-plaidoirie>

Le Secours Catholique – Caritas France :

La suite du projet euro-méditerranéen de lutte contre la traite des êtres humains est impulsée et mise en œuvre par plusieurs Caritas d'Europe et de Méditerranée dont le Secours Catholique qui soutient également financièrement le projet. Au sein de ce nouveau projet euro-méditerranéen de lutte contre la traite des êtres humains, l'accent sera mis sur les victimes de traite dans le cadre de conflits (déplacés etc.).

Le Secours Catholique – Caritas France a organisé deux ateliers sur la traite des êtres humains dans le cadre de l'évènement « Dialogue citoyen » à Marseille les 14, 15, 16 novembre. Lors de la première journée d'atelier, trois questions ont été formulées par le groupe « traite des êtres humains » afin d'être posées à Viviane Reding, Vice-présidente de la Commission européenne et Christiane Taubira, Ministre française de la Justice, et qui vont être mises en ligne sur le site créé par la Commission européenne. Un atelier thématique portant sur la question de la traite des êtres humains a eu lieu le deuxième jour et a réuni de nombreux partenaires Caritas du Liban, d'Albanie, de Slovénie, de France, ainsi que des représentants d'ETZ et de l'Amicale du Nid. Cet atelier a permis d'échanger sur les pratiques de chacun, les contextes propres à chaque pays, ainsi que sur les obstacles rencontrés. Cet échange a abouti à des constats communs et des recommandations destinées à être utilisées comme message de plaidoyer, autant dans les arènes européennes, qu'internationales ou nationales (cf comptes-rendus, annexe 3.). Un point intéressant de cette rencontre était que plusieurs personnes participantes qui avaient été directement concernées en tant que victimes par le sujet ont eu la possibilité de participer aux échanges pour ensuite pouvoir s'impliquer éventuellement dans des actions de plaidoyer.

Sortie du livre d'Olivier Peyroux, Délinquants et victimes, la traite des enfants d'Europe de l'est en France (édition Non Lieu, novembre 2013) :

Ce livre a remporté le Prix de la Fondation Caritas – Institut de France 2013. La médiathèque Fnasat – Gens du voyage en partenariat avec le Courrier des Balkans organise une rencontre avec l'auteur Olivier Peyroux animé par Laurent Geslin (rédacteur en chef adjoint du Courrier des Balkans) le mercredi 4 décembre 2013 à 19h00 (Médiathèque Fnasat –Gens du voyage 59, rue de l'Ourcq, 75019 Paris, métro ligne 7 : arrêt Crimée ou bus 60).

A suivre : Dans les semaines à venir, il est important que les associations du Collectif fassent le point sur les projets menés par et avec les organisations du réseau en Europe, et même au niveau international.

III- Préparation de la prochaine journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains

Choix de la thématique :

La question lancée lors de la réunion est de savoir autour de quelle problématique sera organisé par le Collectif l'évènement autour de la journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains. Une problématique a été proposée :

- la traite dans le cadre de conflits armés, autour des pays en conflit et à l'intérieur, quelle traite des êtres humains ? Quelles conséquences sur l'accompagnement des victimes ?

Cette proposition semble particulièrement intéressante car elle a été encore peu abordée. Si ce thème est retenu, il faudrait rester sur le thème des conflits, et non pas englober les migrations économiques car cela deviendrait un sujet trop large. En revanche il est important de couvrir les différents aspects de la thématique telle que la problématique des femmes victimes de violences sexuelles comme armes de guerre et de la traite des êtres humains comme résultats de la guerre. La traite des êtres humains semblerait aussi être une arme de guerre en amont de la guerre : elle sert pour l'achat des armes, l'argent venant en effet en partie de la prostitution des femmes. Il faudrait mettre en commun toutes les informations possibles sur ce sujet à travers les réseaux de chaque association. Le Secours Catholique échangerait des informations avec les Caritas du Kosovo, de Bosnie-Herzégovine, du Liban, de Turquie etc.

Un certain consensus sur le choix de cette thématique semble s'être dégagé de la réunion. (la représentante de Hors la Rue a indiqué être intéressée par le sujet bien que l'association soit moins impliquée malgré tout, leur public venant davantage de l'Europe de l'Est).

Activités et objectifs de l'évènement :

Les associations du Collectif pourraient donc faire quelque chose ensemble à l'occasion de cette journée. Il faudrait dans ce cas définir sous quelle forme elle serait organisée et ainsi penser dès maintenant à des activités particulières pour une animation de qualité de cette journée. Une rencontre à l'Institut de France pourrait éventuellement être envisagée. Il serait intéressant de faire venir des partenaires d'autres pays. Le Secours Catholique pourrait faire venir des partenaires du Projet euro-méditerranéen. Il est aussi envisageable de réaliser par exemple un concours de plaidoirie sur cette question. Il est intéressant que chaque association puise des idées dans son réseau afin d'en faire émerger de nouvelles. Exemple d'action pouvant attirer l'attention des médias notamment et ainsi être un outil efficace de sensibilisation et de plaidoyer : le cercle de silence pour interpellier sur les drames vécus par les migrants souhaitant venir en Europe ou l'hommage aux migrants périssés en Méditerranée réalisé en bateau à Marseille.

Il serait d'ailleurs important de trouver un évènement récurrent à effectuer (comme la pyramide de chaussures ou les cercles de silence, les marches silencieuses pour les victimes de violence conjugale etc.) qui attirerait l'attention sur les victimes de la traite des êtres humains dont on ne parle pas suffisamment.

Il est aussi essentiel de définir à l'avance un objectif de plaidoyer et de définir le lien avec le plan d'action national dans son déploiement.

A suivre : D'ici la prochaine réunion, il faudrait continuer à voir comment et par quel biais toucher la question de la traite des êtres humains dans les conflits armés, en France et dans les autres pays et également penser aux activités qui pourraient être réalisées à l'occasion de cette prochaine journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains?

IV- Retour sur la rencontre au cabinet de la Ministre des Droits des femmes du 18 octobre 2013 et prochaines étapes du processus d'élaboration et de lancement du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains

- **Relecture et correction du compte-rendu de la réunion du 18 octobre au Cabinet de la Ministre des Droits des femmes pour la préparation du plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains.**

Il est important de ne pas employer le terme « prostitution forcée » pour les raisons indiquées dans la partie I. Les annexes, les dates des prochaines réunions et les encadrés « à suivre » vont être supprimés.

Concernant le commentaire de l'AFJ relatif aux problèmes de l'identification et de l'orientation des victimes, l'Amicale du Nid a fait remarquer que le fait d'indiquer qu'il restait des places vacantes dans le foyer pouvait peut-être être interprété par le Ministère comme le signe qu'il existait déjà suffisamment de structures d'accueil, ce qui n'est évidemment pas la réalité.

A ce propos, un vrai état des lieux doit être réalisé sur cette question. Il n'existe aujourd'hui en France qu'un foyer qui n'accueille que des victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle, qui ne peut d'ailleurs pas augmenter sa capacité d'accueil sous peine de perdre en qualité dans les mesures d'accompagnement.

- **Préparation du contenu de la lettre adressée à Madame Najat Vallaud-Belkacem**

La lettre adressée à la Ministre avec en copie les membres de son cabinet et les responsables de la MIPROF devra contenir les éléments suivants :

- remerciements pour l'organisation de la rencontre du 18 octobre ;
- rappel du fait que lors de la rencontre du 18 octobre, le directeur de cabinet avait annoncé qu'une prochaine réunion avec les organisations de la société civile aurait lieu dans le mois suivant (donc normalement avant le 18 novembre), et demander par conséquent à quelle date est prévue cette réunion avec la Ministre des Droits des femmes ;
- demande d'information sur la date du lancement du plan (sachant que différentes dates ont été relayées dans les médias : 18 décembre ? 12 décembre ?
- un des objectifs de la prochaine rencontre est de retravailler le plan mesure par mesure afin d'écartier tout malentendu quant à son contenu ;
- joindre à la lettre le compte-rendu de la réunion du 18 octobre corrigé suite à cette réunion du Collectif du 22 novembre.

A suivre : Le directeur de Cabinet devrait annoncer la semaine prochaine la date de la prochaine rencontre des associations avec la Ministre des Droits des femmes. Il est important que les associations du Collectif soient nombreuses à être présentes à cette rencontre. Une réunion du Collectif aura peut-être lieu avant afin de préparer cette rencontre.

Participants à la réunion du 22 novembre 2013

Amicale du Nid, Hélène De Ruyg
Armée du Salut, Jane Paone
Association du foyer Jorbalan (AFJ), Magali Poirier
Mouvement du Nid, Pierre Albert
Hors la Rue, Martina Andreeva
Esclavage Tolérance Zéro (ETZ), Andréa Couzy
Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine (CPDH), Franck Vermesse
Planète Enfants, Stéphanie Selle
Secours Catholique – Caritas France et coordination du Collectif, Geneviève Colas
Secours Catholique – Caritas France, Marcello Palumbo
Secours Catholique – Caritas France, Secrétariat du Collectif, Sarah Berthelot

Compte-rendu réalisé par Sarah Berthelot,
pour le secrétariat du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains ».